



**Communiqué de presse
du 30 mai 2010**

Petite enfance : une mobilisation d'une ampleur et d'une longévité inédites contre la braderie gouvernementale de l'accueil de la petite enfance

Les manifestations du samedi 29 mai, à l'appel du collectif « Pas de bébés à la consigne », ont confirmé l'ampleur, la vitalité et la longévité d'une mobilisation des familles et des professionnel-le-s de la petite enfance, inédite depuis 30 ans : 5 à 6000 personnes ont défilé à Paris, des centaines et des centaines dans plus de 40 villes de France.

De très nombreux parents ont rejoint les professionnel-les dans les cortèges, témoignant d'une profonde unité de vue contre les mesures qui abaisseraient massivement la qualité d'accueil des tout-petits : nouveau décret sur l'accueil collectif prévoyant la diminution des taux d'encadrement des enfants par l'accueil en surnombre et la déqualification globale des équipes, absence de toute norme de fonctionnement pour les maisons d'assistantes maternelles, mise en concurrence et privatisation croissante des modes d'accueil augurant une baisse des subventions publiques, jardins d'éveil payants se substituant à l'accès des 2-3 ans à l'école maternelle, etc.

Des spécialistes de la petite enfance ont pris position en demandant au gouvernement de renoncer à ces mesures :

cf. http://www.pasdebebesalaconsigne.com/DOC/depecheAFP_4mai2010.pdf

De nombreux élus de sensibilité politique diverse, inquiets des conséquences des projets gouvernementaux pour la sécurité affective et matérielle d'accueil des jeunes enfants, se sont aussi exprimés en ce sens.

cf. <http://www.pasdebebesalaconsigne.com/DesElus.php>

Tout récemment Monsieur Jean-Marie Bockel, président de « Mulhouse Alsace Agglomération » et secrétaire d'Etat à la justice, donc collègue de Madame Nadine Morano au gouvernement, lui a écrit pour relayer auprès d'elle les critiques des professionnel-le-s de la petite enfance et leurs contre-propositions.

cf.

<http://www.pasdebebesalaconsigne.com/DOC/Courrier%20JMB%20a%20Morano-10-05-2010.pdf>

Dans ce contexte de grande inquiétude partagée dans toute la société pour la qualité d'accueil des bébés face aux projets gouvernementaux, le collectif « Pas de bébés à la consigne » maintient l'ensemble de ses exigences et demande instamment au président de la République et au gouvernement d'ouvrir enfin des négociations pour un plan d'urgence de la petite enfance qui prenne en compte les aspirations et les revendications exprimées par les professionnel-le-s et les familles, et les soutiens de très nombreux élus.

Le collectif « Pas de bébés à la consigne » prendra dans les jours qui viennent de nouvelles initiatives en ce sens.

Contact presse : 06 33 08 23 54

Mail : pasdebebesalaconsigne@hotmail.fr, site : <http://www.pasdebebesalaconsigne.com>